

Sénat, le monde d'avant tient bon

Article rédigé par *Liberté politique*, le 26 septembre 2023

Après une semaine très chargée avec les visites papale et royale, les élections sénatoriales de dimanche ont connu une couverture médiatique assez limitée. Le scrutin qui visait à renouveler 170 des 349 sièges de la Chambre haute n'a, de surcroît, pas changé les équilibres en place et confirme l'ancrage territorial des formations déjà implantées avant l'avènement d'Emmanuel Macron.

Des progressions et des reculs sans conséquences

La majorité sénatoriale composée des Républicains et des Centristes a perdu 12 sénateurs mais conserve 190 élus dans l'hémicycle. Gérard Larcher devrait ainsi se maintenir à la présidence du Palais du Luxembourg et Bruno Retailleau conserver sa présidence du groupe LR. Le Rassemblement National a, de son côté, obtenu trois sièges, lui qui ne disposait plus d'aucun sénateur depuis le départ de Stéphane Ravier du parti ; ce dernier ne pourra néanmoins pas disposer d'un groupe, qui doit compter 10 sénateurs.

A gauche, les socialistes, les communistes et les écologistes ont tous progressé. Les socialistes demeurent le premier groupe après la droite parlementaire, avec 69 élus ; ils gagnent 5 sièges quand leurs compères communistes en remportent 2, hissant leur nombre à 17. Les écologistes en ont remporté 4, ce qui porte leur nombre à 16. Les trois formations de gauche avaient noué des alliances au détriment de La France Insoumise qui a publié un communiqué incendiaire dans la soirée, fâchée de n'avoir obtenu aucun élu.

Insoumis et macronistes à la peine

Les Insoumis, qui ont initié une dynamique remarquable à gauche lors des législatives, n'auront en revanche aucun sénateur. Mis de côté par leurs alliés de la Nupes, ils payent probablement leurs excès langagiers et idéologiques qui ne rassurent guère les élus locaux, sans parler des calculs électoraux plus prosaïques. Le groupe de sénateurs de la majorité passe lui de 24 à 21 élus, une légère érosion sans conséquence qui témoigne de l'incapacité du parti présidentiel à s'ancrer localement.

Le petit groupe des fidèles d'Edouard Philippe « LIRT » progresse, lui, de trois sièges et peut galvaniser l'ancien Premier ministre dans ses envies d'Elysée.

Mélenchonistes comme macronistes incarnent deux sortes de cosmopolitisme qui peinent à s'enraciner et ces formations, jeunes, semblent plus à même de faire des bons scores dans des scrutins nationaux. Le Rassemblement National est également confronté à un décalage gigantesque entre ses scores lors des scrutins nationaux et son manque d'implantation locale ; mais pour ce parti, la difficulté semble davantage reposer sur un problème de ressources humaines. Se revendiquer localement de l'étiquette RN peut être difficile à assumer alors qu'être élu « divers droite » en proposant une politique analogue (baisse des impôts et hausse de la sécurité) à celle de ce parti est plus commode.

Le renouvellement de la Chambre haute est politiquement sans conséquence mais il est intéressant en matière de prospective. La solidité des forces politiques historiquement au pouvoir (Parti Socialiste et droite « républicaine ») se confirme après pourtant six années de présidence Macron. Les scrutins régionaux tournent systématiquement à l'avantage de ce qu'Emmanuel Macron nomme « le monde d'avant ». Le chef

de file des Républicains au Sénat, Bruno Retailleau, croit voir dans cela « la déconnexion du macronisme avec le terrain ». Une telle disposition électorale peut en tout cas laisser envisager le retour d'un bipartisme plus classique à moyen terme en France ou en tout cas sa subsistance pour les scrutins locaux.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique